

INSTRUCTION N° 66-131 - T 2
du 7 Décembre 1966

CLASSEMENT
T 2

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

APUREMENT PAR LES TRESORIER-PAYEURS GENERAUX
DES COMPTES
DE CERTAINS ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

DOCUMENTS A ANNOTER

- Circulaire n° 1293 du 20 septembre 1953 (B. S. T. n° 35 R).
- Circulaire n° 1833 du 14 février 1957 (B. S. T. n° 9 R).
- Circulaire n° 1969 du 3 décembre 1957 (B. S. T. n° 50 R).
- Instruction n° 66-11 - T 2 du 4 février 1966.
- Instruction n° 66-85 - T 2 du 22 juillet 1966.

L'instruction n° 66-85 - T 2 du 22 juillet 1966 a porté à la connaissance des Trésoriers-Payeurs Généraux les dispositions adoptées pour la notification aux services relevant du Ministère de l'Education nationale, des documents relatifs à l'apurement des comptes de certains établissements d'enseignement.

Cette instruction a précisé notamment que, dans les académies ayant déjà fait l'objet à l'époque des mesures de déconcentrations prévues par l'arrêté du 18 septembre 1962, c'est-à-dire dans les académies de Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers,

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
57

RGS	PGS	TPG	DOM
-----	-----	-----	-----

INSTRUCTION
N° 66-131 - T 2
du
7 décembre 1966.

Reims et Rennes, les recteurs devraient recevoir une copie du rapport d'ensemble annuel adressé à la Cour des Comptes par les comptables supérieurs, et une copie des décisions administratives rendues par ces derniers sur les comptes des établissements d'enseignement.

L'attention des Trésoriers-Payeurs Généraux est appelée sur l'arrêté du 7 juillet 1966, publié au *Journal officiel* du 28 octobre 1966, étendant, à compter du 1^{er} janvier 1966, aux académies d'Aix-en-Provence, Amiens, Limoges, Nice, Rouen, Strasbourg et Toulouse les mesures de déconcentration rappelées ci-dessus.

Il résulte de ce texte que les dispositions de l'arrêté susvisé du 18 septembre 1962 seront applicables, à compter du 1^{er} janvier prochain, à l'ensemble des académies, à l'exclusion de celle de Paris.

Les comptables supérieurs sont invités à annoter en conséquence les instructions précédemment diffusées en la matière, notamment l'instruction n° 66-85 - T 2 du 22 juillet 1966.

Pour le Directeur de la Comptabilité publique :

Le Sous-Directeur,

P. PÉPIN.